

# Belgrade déroule le tapis rouge pour Vladimir Poutine

DIPLOMATIE Sourd à l'opposition, le président serbe fait venir des cars de sympathisants

► Vladimir Poutine se rendra à Belgrade, ce jeudi, en visite diplomatique auprès de son homologue serbe Aleksandar Vucic.

► Une visite qui intervient au moment où l'Otan semble tendre la main à Belgrade.

► Et où le rapprochement entre Poutine et Erdogan inquiète côté serbe.

REPORTAGE

BELGRADE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

L'Otan hors des Balkans ». Le ton est donné en plein centre de Belgrade, devant la faculté de philosophie. Le graffiti n'a rien pour déplaire au président russe, Vladimir Poutine, en visite en Serbie, ce jeudi 17 janvier, où il est adulé comme une rock star. Des dizaines de milliers de partisans devraient l'accueillir devant la cathédrale Saint Sava de Belgrade. Pour l'occasion, le Parti progressiste serbe au pouvoir (le SNS), qui veut en faire un immense rassemblement populaire, a même fixé à ses sections, à travers le pays, des quotas de sympathisants à mobiliser. Tout en affirmant publiquement que l'événement est piloté par des « organisations patriotiques ». En réalité, des centaines de bus devraient acheminer, vers Belgrade, la base électorale nationaliste et pro-russe du président serbe Aleksandar Vucic.

Lors de cette visite, Vladimir Poutine remettra l'ordre d'Alexandre Nevski à son homologue serbe pour la « contribution personnelle » d'Aleksandar Vucic au « développement de la coopération multilatérale avec la Russie », indique le Kremlin.

## L'opposition peine à se faire entendre

Mais la mise en scène de la rencontre entre les deux dirigeants va surtout servir de démonstration de force visant à intimider l'opposition serbe. Des manifestations anti-Vucic rassemblent des dizaines de milliers de mécontents tous les samedis depuis six semaines à Belgrade et se propagent dans le reste du pays. Le passage à tabac fin novembre d'un responsable de l'opposition, Borko

Stefanovic, les a lancées. L'opposition qualifie de « dictature » le régime d'Aleksandar Vucic et dénonce la violence subie en Serbie par les opposants et les journalistes.

Vladana Veljkovic, designer de mode, participe régulièrement aux rassemblements à Belgrade. La jeune femme de 37 ans a « grandi en manifestant dans les années 1990. Ado, je tapais dans des casseroles à l'heure du journal de la RTS (télévision d'État serbe) qui a toujours été pro-régime. Aujourd'hui, je ne m'informe que via N1 (le partenaire régional de CNN) qui est l'un des rares médias locaux fiables, avec la presse étrangère. Les citoyens de la Serbie doivent pouvoir vivre et s'exprimer librement ».

Car ici comme en Hongrie voisine, le pouvoir contrôle la plupart des médias publics comme privés. Les journaux de

la télé d'État ont fini par accorder quelques dizaines de secondes aux manifestations après les avoir complètement ignorées. Dénonçant un « blocus médiatique », les manifestants demandent la démission des dirigeants de la RTS et au moins cinq minutes d'antenne par jour. Difficile pour les voix critiques de se faire entendre dans ce pays où pratiquer le journalisme n'est plus sûr, selon Reporters sans frontières.

« Les agressions de journalistes sont fréquentes. En 2018, 90 plaintes ont été enregistrées. Mais, par peur des représailles, la majorité des victimes ne disent rien », explique Jelka Jovanovic qui travaille à Danas, un quotidien réputé. La

maison d'un journaliste d'investigation qui enquête sur des affaires de corruption, Milan Jovanovic, a été incendiée début décembre.

Face aux manifestants, Aleksandar Vucic a prévenu que même « cinq millions » de mécontents dans la rue ne l'ébranleront pas. Mais l'ex-faucon ultranationaliste qui passe pour un conservateur pro-européen auprès des Occidentaux évite les bavures pour rassurer les autorités européennes. Il se garde bien d'écraser la contestation.

## Oui à l'UE, non à Otan

La visite de Vladimir Poutine, dans un moment crucial, met en lumière les positionnements ambigus du président serbe. Il est favorable à l'adhésion de son pays à l'Union européenne mais

pas à l'Otan, une sorte de diable pour ses électeurs. Car les avions de l'Alliance atlantique avaient bombardé les positions serbes autour de Sarajevo, la capitale bosnienne assiégée, en 1995 puis étaient également intervenus en Serbie, quatre ans plus tard, pour faire cesser une opération de nettoyage ethnique au Kosovo. « Un pays qui s'est trouvé sous les bombes de l'Otan et qui a un problème avec une partie de son territoire à cause de l'Otan ne peut se hâter

d'y adhérer », estime l'analyste Dejan Vuk Stankovic, réputé proche du SNS. « Cette organisation a fait la guerre aux Serbes pour les Albanais, les Bosniaques et les Croates. Par ailleurs, les relations entre l'Occident et la Russie, qui soutient la position de la Serbie sur le Kosovo, se sont tendues. »

Cette question reste explosive. Lors de cette visite, Vladimir Poutine doit surtout apaiser ses alliés serbes inquiets du rapprochement de Moscou et d'Ankara. Car la Turquie soutient de son côté les Albanais du Kosovo, ses frères sunnites, alors que Belgrade refuse toujours de reconnaître l'indépendance de son ancienne province albanophone.

Aleksandar Vucic, perçu comme « un nationaliste réformateur », serait prêt à un compromis : un échange de territoire avec Pristina, préalable à une reconnaissance du pays. Ce n'est pas le cas de la majorité des partis de l'opposition, positionnés sur une ligne nationaliste plus dure que le président serbe et qui peinent à incarner une alternative crédible.

Car lors des manifestations, des conservateurs et des centristes se retrouvent dans les cortèges avec des souverainistes d'extrême droite et la gauche. « Certains leaders de l'opposition sont droitiers et radicaux », explique Anđelija Maric, une étudiante en sociologie. Par exemple, « Dveri », c'est une organisation cléricale. S'ils arrivaient au pouvoir, ils ne se battraient pas pour ce que j'estime juste, c'est-à-dire les droits des travailleurs et l'égalité ». Pas de quoi sérieusement faire trembler Aleksandar Vucic, qui sortira renforcé de la visite de Vladimir Poutine. Vladana Veljkovic ne se laisse pas décourager. « Peu importent les différences. Il faut s'unir et changer les choses ensemble ». ■

MERSIHA NEZIC